BUREAU DU COMITÉ DE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

SÉANCE DU 28 JUIN 2024

COMPTE RENDU

(compte-rendu approuvé par délibération n°2024-13 du 6 septembre 2024)

LISTE DES PRÉSENTS :

Le vendredi 28 juin, à 9 heures 36, la séance est ouverte sous la présidence de M. Benoît BOUCHER, vice-président du comité de bassin.

Plus de la moitié des membres étant présents ou représentés (**23/30**), le Bureau du Comité de bassin Rhône-Méditerranée peut valablement délibérer (cf. liste ci-après).

LISTE DES PARTICIPANTS PRÉSENTS OU REPRÉSENTÉS

Membres du Bureau avec voix délibérative : Quorum : 23/30 (14 présents + 9 pouvoirs)

Membres du Bureau présents

- M. Jacques PULOU, vice-président du Comité de bassin du collège des usagers non économiques
- M. Benoît BOUCHER, vice-président du Comité de bassin du collège des usagers économiques
- Mme Claudine BONILLA, adjointe au maire de Chambéry
- Mme Fabienne BONET, présidente de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales
- Mme Stéphanie MARCO, directrice EDF – Hydro Méditerranée
- Mme Carole THELY, directrice de projet société BRL
- M. Jean-Pierre ROYANNEZ, président de la chambre d'agriculture de la Drôme
- Mme Annick BERNARDIN-PASQUET, membre de FNE Bourgogne
- M. Christian BRELY, président de la fédération de pêche de la Drôme, président de la CRMNa
- Mme Nadège LALET, juriste de la FDPPMA de Haute-Savoie
- Mme Martine ROUSTANT, secrétaire de la FDPPMA de la Drôme
- Le directeur de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par Mme Élise REGNIER
- Le directeur général de l'office français de la biodiversité (OFB), représenté par M. Jacques DUMEZ
- Le directeur de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par M. Guillaume ROUSSET

Membres du Bureau absents ayant donné pouvoir

- M. Antoine HOAREAU, adjoint au maire de Dijon, a donné pouvoir à Mme BONILLA
- Mme Anne-Sophie OLMOS, vice-présidente Grenoble-Alpes-Métropole, a donné pouvoir à Mme BONILLA
- M. Olivier AMRANE, président du conseil départemental de l'Ardèche, a donné pouvoir à M. BOUCHER
- M. Marc BAYARD, président de l'association Environnement Industrie, a donné pouvoir à M. BOUCHER
- Mme Catherine LOTTE, maire de Brussieu, a donné pouvoir à M. PULOU
- Mme Simone BASCOUL, présidente de CLCV Occitanie, a donné pouvoir à M. PULOU
- Mme Fabienne BUCCIO, préfète de région ARA, a donné pouvoir à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (Mme REGNIER)
- Le directeur général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes a donné pouvoir à l'OFB (M. DUMEZ)
- Le directeur général de l'INRAE a donné pouvoir à l'OFB (M. DUMEZ)

Membres du Bureau avec voix consultative :

Présidents du conseil scientifique et de la commission relative aux milieux naturels (CRMNa)

- Mme Marielle MONGINOUL, présidente du Conseil scientifique du CB RM

Présidents et vice-présidents des commissions géographiques

- M. Dominique DESTAINVILLE, ingénieur conseil en agro-alimentaire
- Mme Catherine VIGNON, France Nature Environnement Occitanie Méditerranée
- M. Éric DIVET, directeur de la compagnie nationale du Rhône
- M. Jean-Jacques CHARRIE-THOLLOT, directeur développement carrière de la société Eiffage

M. BOUCHER ouvre la séance, salue les membres du bureau et excuse M SADDIER, qui ne peut être présent pour cette séance.

I. ADOPTION DES COMPTES-RENDUS

1/ COMPTE-RENDU DU BUREAU DU 29 MARS 2024

En l'absence de remarques, le compte-rendu de la réunion du 29 mars 2024 est adopté à l'unanimité par délibération n°2024-9.

2/ COMPTE-RENDU DU BUREAU DU 31 MAI 2024

M. MOURLON indique que le courrier évoqué par M. SADDIER, pour informer les responsables de services publics d'eau et d'assainissement de l'arrêt de la prime épuratoire en 2024, a bien été envoyé : il n'y a pas eu de réaction à ce jour.

Le compte-rendu de la réunion du 31 mai 2024 est adopté à l'unanimité par délibération n°2024-10.

II. DÉBAT D'ORIENTATION SUR LE PRIX DE L'EAU PLANCHER POUR L'ÉLIGIBILITÉ AUX AIDES DU 12^E PROGRAMME

Mme MICHAUX rappelle qu'il s'agit d'un débat d'orientation dans le cadre de la préparation du 12^e programme. Le programme fixe un prix plancher pour l'eau potable et l'assainissement pour conditionner l'éligibilité des projets et inciter les collectivités à une gestion durable des services. Le Conseil d'administration et sa Commission du programme souhaitent rehausser le prix plancher compte tenu de l'inflation générale et pour inciter à la sobriété en eau. Dans le dossier figure un état des lieux des prix pratiqués dans le bassin, ainsi qu'une simulation d'augmentations, par palier de 5 centimes jusqu'à 1,35 euro, pour évaluer les effets.

Concernant l'eau potable, le bassin compte 3 333 entités gérées par 2 494 collectivités, dont 61 % par une commune (pour 9 % de la population), 13 % par des syndicats (20 % de la population) et 25 % par des EPCI (71 % de la population). L'assainissement est sur les mêmes ordres de grandeur. Le prix pris en compte par l'Agence est hors redevances et hors taxes, avec une partie fixe (abonnement) et une part variable (consommation), ramené à une facture type habituelle de 120 m³. Au 11^e programme, ce prix plancher est de 1 euro. Actuellement, 2 % des services pratiquent un prix inférieur. Les conséquences spécifiques pour plusieurs communautés de communes, d'agglomérations ou de métropoles sont présentées. Plus le prix augmente, plus le nombre de structures exclues croît, avec une marche à 1,20 euro. Concernant l'assainissement, 5 % des entités de gestion ont un prix inférieur à 1 euro, et la marche est à 1,10 euro.

M. BOUCHER ouvre le débat en souhaitant une cartographie des rendements des réseaux.

Mme MICHAUX mentionne la base de données Sispea, outil de pilotage commun national, sur laquelle les collectivités déclarent les prix pratiqués, mais aussi leurs rendements.

M. BOUCHER indique que ce rapprochement permettrait de constater si des prix bas sont associés à de mauvais rendements.

Mme MICHAUX explique que les investissements sur les réseaux ne sont qu'une partie des charges de ces services : c'est un facteur important, mais insuffisant.

M. DESTAINVILLE rappelle que le prix de l'eau implique d'avoir de l'eau.

Mme BERNARDIN-PASQUET conteste la prise en compte d'une consommation moyenne par ménage, qui ne différencie pas et n'incite donc pas à la sobriété comme le ferait une taxe.

Mme MICHAUX explique qu'une facture type permet de comparer les prix des collectivités, en les ramenant à un même volume.

M. MOURLON rappelle qu'il s'agit de conditionner les aides de l'Agence à un prix plancher et non de prescrire ce prix plancher.

Mme MICHAUX confirme que ce sont bien les prix pratiqués et déclarés qui sont pris en compte, mais comparés sur une facture de même volume.

Mme BERNARDIN-PASQUET explique que certaines communes incitent à la sobriété en différenciant la tarification selon le niveau de consommation : la moyenne n'en rend pas compte.

M. MOURLON suggère d'introduire un autre critère de conditionnalité.

Mme MICHAUX évoque les débats précédents pour encourager les collectivités à une tarification progressive, incitant à la sobriété. À ce jour, conditionner les aides à une tarification volumétrique est déjà une étape, pour cesser d'aider les collectivités à tarification forfaitaire.

Mme MONTGINOUL rappelle qu'il s'agit des prix 2022, souvent modifiés en 2023 vers des tarifications progressives. Le chiffre moyen de 120 m² est une base habituelle satisfaisante. Mais il faut accompagner les collectivités s'il entraîne des prix trop bas, pour garder un équilibre tout en incitant à la sobriété, en allant plus loin dans les tarifs progressifs dissuasifs.

M. PULOU questionne l'effet de seuil : il ne s'agit pas tant de piloter le prix de l'eau que de mesurer et réorienter la solidarité de territoire et de bassin. Il existe aussi des difficultés techniques liées aux territoires (géologie, hydrologie, climat, pédologie ; effets d'échelle et état des infrastructures) à prendre en compte, ainsi que les modalités de gestion dans une moindre mesure : le prix de l'eau semble insuffisant pour prendre en compte ces critères et les facteurs de mérite justifiant l'accès à la solidarité de bassin.

M. MOURLON rappelle les différentes réalités, entre grandes communes à tarification progressive parfois très aidées et petites communes choisissant parfois de ne pas recourir aux aides de l'Agence. D'autres critères pourraient être introduits.

Mme MICHAUX confirme qu'il ne s'agit pas de trouver le bon prix pour toutes les collectivités, vu les différences de situation, mais de conditionner les aides de l'Agence et la solidarité à l'échelle de bassin, très forte vis-à-vis des communes rurales (FRR). Néanmoins, pour un bon traitement des nombreux dossiers, les critères doivent rester simples : prix minimum, à réinterroger régulièrement selon l'inflation, schémas directeurs, et base Sispea à remplir.

M. MOURLON souhaite étudier des tarifications progressives pour remplacer la base 120 m².

Mme MONTGINOUL explique qu'il faut aussi prendre en compte l'objectif de diminution de la consommation et l'évolution démographique.

M. MOURLON évoque les chiffres de baisse de consommation actuels.

M. PULOU indique que la baisse tendancielle prévue au 11^e programme ne s'est pas produite.

M. SCHNEIDER constate, sur le bassin RMC, 4 % de baisse entre 2022 et 2023, mais une baisse annuelle de 1 % les années précédentes.

M. MOURLON ajoute que la population du bassin croît, d'où une hausse de consommation.

Mme MONTGINOUL confirme l'évolution nationale à la baisse de la consommation (5 %).

M. CHANTEPY ajoute que les gestionnaires des services publics anticipent cette baisse de consommation impliquant une hausse de prix : celle du prix plancher de l'Agence est un signal en ce sens, même s'il faut trouver le bon niveau et envisager peut-être une progressivité au fil du programme.

M. BOUCHER rappelle la possibilité de s'indexer à l'inflation.

M. CHANTEPY suggère aussi l'indexation à l'évolution des prix liée à la baisse des consommations, car la production d'eau potable représente surtout des coûts fixes.

Mme VIGNON questionne la baisse de consommation par habitant, qui peut provenir des arrêtés préfectoraux de sécheresse plus que d'évolutions vers des pratiques vertueuses.

Pour **M. BOUCHER**, l'année 2024 répondra à cette question.

M. MOURLON remercie pour ces réflexions qui enrichissent et élargissent la question en prenant en compte les économies d'eau. Il faudra aussi échanger avec le collège des collectivités et le président du Comité de bassin pour donner une direction.

M. BOUCHER remercie pour ces échanges et passe au point suivant.

III. LANCEMENT DU CYCLE 2028-2033 DE LA DIRECTIVE INONDATION

M. CONTE rappelle la déclinaison d'un cycle directive inondation. De niveau européen, elle est traduite au niveau français par une gestion des risques inondation, puis chaque bassin hydrographique élabore des plans de gestion des risques. L'étape actuelle est l'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) et la sélection des territoires à risque important (TRI), avant de réaliser une cartographie et de rédiger le PGRI, qui définit objectifs et mesures déclinées par des stratégies locales, mises en œuvre par des plans Grand Fleuves et des PAPI.

Pour ce 3^e cycle, l'EPRI doit être approuvée d'ici novembre 2024, avec le périmètre, la synthèse des questions importantes et le programme de travail. Ces éléments seront mis à disposition des assemblées et du public pendant quatre à six mois à partir du 25 novembre 2024. Les cartographies des TRI seront arrêtées pour décembre 2025, pour approbation du PGRI 2028-2033 en décembre 2027.

L'EPRI vise à évaluer les risques potentiels sur le bassin, en actualisant l'EPRI 2011 complété en 2018 : il s'agit d'actualiser l'état de vulnérabilité du bassin grâce à des données. Les événements majeurs (au moins une victime ou des dommages matériels pour plus de 3 millions d'euros) sont présentés pour le 1^{er} cycle, 2^e cycle et depuis 2018 (18 nouveaux événements) : le bassin RM est le plus exposé de France.

M. DESTAINVILLE demande d'ajouter les inondations de l'Aude en 1999, avec 28 morts.

M. CONTE confirme qu'il avait été repris lors du 1^{er} cycle.

M. CHANTEPY ajoute que M. SADDIER aurait évoqué la crue du Grand Bornand de 1987.

M. VALLAUD présente l'état des lieux du risque : actualiser l'EPRI a permis de revoir les indicateurs d'exposition avec une base de données nationale pour produire les cartographies et indicateurs. Ainsi, sur 15 millions d'habitants du bassin, 6 millions vivent dans l'EAIP (enveloppe approchée des inondations potentielles), et 18 au niveau national. De même, un tiers des emplois nationaux exposés sont situés sur le bassin Rhône Méditerranée.

L'EPRI reprend aussi les politiques publiques de prévention des inondations et montre une dynamique importante des PAPI, une bonne couverture en PPRI, les indicateurs des PGRI et les travaux du PBACC.

Mme VERDIER présente la liste des TRI, zones où les enjeux sont les plus importants, à valider par la préfère coordinatrice de bassin. Elles sont sélectionnées selon leurs impacts sur la santé humaine et l'activité économique (code de l'environnement). Les consignes nationales invitent à stabiliser des TRI, sans modifier la liste, mais en actualisant certains périmètres existants. L'actualisation nationale des données montre une stabilité des TRI (habitants et emplois) et leur périmètre. Pour les TRI 2024, sept demandes d'extension sont retenues après étude de vulnérabilité, à Montpellier et Béziers. Les autres demandes ne sont pas retenues, car les enjeux de population et d'emplois sont moins importants ou plus diffus, ou par manque d'information. Le rapport explicatif complet figure dans le dossier de séance.

M. VALLAUD présente cinq questions importantes pour le prochain PGRI (2028-2033), demandant l'avis des différents collègues : réduire la vulnérabilité du bâti, développer la culture du risque des acteurs et habitants, intégrer des enjeux de qualité des milieux aquatiques dans les PGRI (en lien avec le SDAGE), intégrer le changement climatique, prendre en compte le ruissellement. Ces sujets sont novateurs.

M. BOUCHER ouvre le débat.

Mme VIGNON remarque que le PLUI de Montpellier (en construction) prévoit une urbanisation massive de Saint-Aunès, zone de plaine à risques.

M. CONTE indique que la cartographie des TRI sera la prochaine étape : à Saint-Aunès, la DDTM a mené une étude d'aléas à jour qui doit s'appliquer en droit d'urbanisme.

M. BOUCHER s'enquiert du suivi et de l'intégration des nouveaux aléas, très nombreux.

M. CONTE explique que le PGRI prend en compte tous les phénomènes d'inondation (débordement, ruissellement, submersion marine), mais des risques émergents apparaissent.

M. ROYANNEZ demande de travailler avec le monde agricole sur le ruissellement.

M. CONTE confirme que c'est le but de la consultation, le ruissellement étant un enjeu.

M. MOURLON lit la délibération soumise à l'avis du bureau portant sur l'EPRI, les TRI, le calendrier de travail, et les questions importantes mises à disposition du public.

Concernant le TRI, **M. BOUCHER** demande si des discussions ont eu lieu avec les collectivités dont les demandes d'extension n'ont pas été retenues.

M. CONTE confirme les échanges directs avec les EPCI et communes concernés. Les analyses concernaient des demandes réexprimées cette année ou exprimées sur d'autres consultations depuis six ans.

La délibération portant sur la préparation du 3^e cycle de la directive inondation est adoptée à l'unanimité par délibération n°2024-11

IV. RÉVISION DE LA CARTOGRAPHIE POUR LA GÉOTHERMIE DE MINIME IMPORTANCE (GMI) EN RÉGION OCCITANIE

Mme DUVERGER présente le projet de révision des cartes de GMI en Occitanie, après des travaux en comité technique composé d'experts, de représentants locaux, des services de l'État et du BRGM, menés en trois opérations : depuis 2019 dans l'Hérault, puis dans les Pyrénées-Orientales et sur toute la région en 2021-2022. À l'issue des avis des trois comités de bassin concernés, de l'avis du conseil régional et de la participation du public, le préfet sera invité à officialiser ces nouvelles cartes.

La géothermie est la récupération de l'énergie dans la terre pour du chauffage ou du refroidissement, par échangeurs fermés (géothermie verticale) ou ouverts (doublets sur nappe). Depuis 2015, le régime GMI ne demande aucune démarche en zone verte, un avis d'expert agréé en zone orange, une demande de titre minier et une autorisation environnementale en zone rouge.

La carte nationale actuelle (10-200 mètres de profondeur), relativement verte, regarde huit phénomènes. La révision s'intéresse à trois gammes de profondeurs (10-50 m, 10-100 m et 10-200 m). En Occitanie, le biseau salé constitue un phénomène supplémentaire (intrusions salines). À l'issue des travaux et concertations, et grâce à une meilleure connaissance du territoire, les nouvelles cartes sont beaucoup plus orange (30 %) et rouge (7 %). Les risques sont mieux pris en compte, notamment l'artésianisme, la communication entre aquifères, les mouvements de terrain, les cavités et l'évaporite. Après la consultation en cours, ces cartes figureront sur le site du ministère et sur le site du BRGM : geothermie.fr.

M. BOUCHER ouvre le débat en soulignant la forte évolution des cartographies.

M. PULOU s'interroge sur les fluides caloporteurs utilisés.

Mme DUVERGER précise que ce n'est pas un PFAS ni du fréon.

Mme VIGNON s'enquiert des critères de définition des zones.

Mme DUVERGER indique que les critères sont identiques à ceux de 2015, croisant une somme d'aléas avec un facteur aggravant lié à la technologie et prenant en compte la présence de cavités naturelles ou minières, l'évaporite, les pollutions du sol ou l'artésianisme.

M. DESTAINVILLE suppose qu'en 2050, toute la carte sera rouge.

Mme DUVERGER explique qu'il n'est pas prévu de faire évoluer les cartes après cette réévaluation fondée sur la connaissance locale. Le régime est déclaratif, mais les foreurs doivent être certifiés et respecter des normes, un arrêté ministériel, d'autres réglementations.

M. BOUCHER demande si l'analyse tient compte des captages prioritaires et des zones de sauvegarde.

Mme DUVERGER indique que c'est bien le cas pour les nappes stratégiques. Les zones de sauvegarde sont examinées selon les nappes. Les périmètres de protection de captages sont respectés par le foreur, mais pas pris en compte par les cartes, première étape avant une action qui doit se conformer à la réglementation.

M. MOURLON indique que la servitude doit être respectée.

M. ROYANNEZ, notant le durcissement des cartes, demande si les conséquences économiques ont été étudiées.

Mme DUVERGER indique que ce n'est pas le cas. Le ministère de la Transition écologique encourage la géothermie, mais depuis 2015, il n'y a eu que 39 installations en Occitanie.

M. MOURLON en conclut que le zonage n'est pas un critère.

Mme DUVERGER mentionne aussi les évolutions à venir de la géothermie.

M. PULOU rappelle que la GMI concerne rarement les particuliers, vu les coûts : il existe des techniques grand public de géothermie, avec des forages inférieurs à 10 mètres.

M. MOURLON remercie pour la présentation et donne lecture de la délibération proposée.

Mme VIGNON souhaite évoquer le risque de mise en relation de nappes superposées.

M. MOURLON indique qu'il est bien mentionné et pris en compte dans la délibération.

Mme DUVERGER confirme que c'était un point majeur dans les discussions.

La révision de la cartographie pour la géothermie de minime importance (GMI) en région Occitanie est adoptée à l'unanimité, par délibération n°2024-12

V. PROJET DE SYNTHÈSE DES QUESTIONS IMPORTANTES POUR LE SDAGE 2028-2033

M. MARTINEZ présente la synthèse provisoire des questions importantes (QI) du SDAGE. C'est un document clé pour l'élaboration du prochain cycle, qui présente les grands enjeux de l'eau dans le bassin, identifie les leviers et les ajustements du SDAGE. Soumis à consultation réglementaire des assemblées (CB du 4 octobre) et du public (à partir de novembre 2024), il sera adopté par le CB fin 2025. En 2023, un groupe de travail du CB a identifié les questions importantes, avant d'avancer techniquement sur la structuration et le contenu.

Le document de synthèse, qui contient les grandes étapes et la synthèse des QI, vise à être synthétique et pédagogique. Chaque question récapitule les constats actuels, les leviers d'actions mobilisés ou à mobiliser, les enjeux du prochain SDAGE avec ses objectifs de bon état des eaux, et un encart de consultation « donnez votre avis ». Enfin, le titre a été modifié pour être moins technique : « L'eau en 2033 : comment mieux préserver cette ressource vitale pour nos écosystèmes ? »

Mme ASTIER-COHU présente les enjeux des 7 QI validées lors de la précédente réunion du bureau du CB.

La QI 0 est transverse : « préparer l'avenir et relever les défis du changement climatique ». Il s'agit pour 2023 de reprendre l'existant pour agir plus vite et plus fort, de viser la sobriété partout et par tous, préparer l'avenir et réussir la transition nécessaire (développer la prospective, tester les solutions), de développer les analyses économiques et repenser la tarification de l'eau, de sensibiliser l'ensemble des citoyens et acteurs au changement climatique.

Pour la QI 1, « intégrer tous les enjeux de l'eau », les enjeux pour 2023 sont : développer une gestion globale et décloisonnée à l'échelle des bassins versants, assurer une gouvernance locale de l'eau représentative du territoire, et renforcer le rôle des SAGE.

Pour la QI 2, « placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire », il s'agit de changer de paradigme en faveur de l'eau pour l'aménagement et le développement économique des territoires, de faire de l'eau une alliée dans les enjeux de l'urbanisme, d'intégrer pleinement l'eau de la planification jusqu'aux projets opérationnels d'aménagement, et de renforcer la collaboration entre acteurs de l'eau et de l'urbanisme.

Pour la QI 3, « partager l'eau en préservant les écosystèmes, tous engagés pour la sobriété », les enjeux pour 2023 sont de déployer l'objectif de sobriété partout et par tous, de rendre les PTGE plus ambitieux, d'améliorer l'articulation avec la gestion de crises liées à la sécheresse.

M. MARTINEZ présente la QI 4 : « préserver et restaurer les milieux aquatiques, tout en prévenant les inondations ». Les enjeux sont de renforcer la non-dégradation et l'efficacité des actions de restauration, de développer les solutions fondées sur la nature, d'inscrire les stratégies et programmes de restauration des milieux dans la durée.

La QI 5, « lutter contre les substances toxiques pour préserver notre santé et celle des écosystèmes » vise à renforcer la prévention, à ancrer les actions de lutte contre les pollutions toxiques sur les territoires et à renforcer l'efficacité des actions (suivi des objectifs et échéances, mobilisation des leviers réglementaires).

Mme ASTIER-COHU présente la QI 6 : « impliquer les citoyens ». Il s'agit de développer la participation citoyenne sur les territoires (concrétiser, concevoir des projets, conforter et orienter les choix politiques), d'ouvrir davantage les instances de gouvernance locale aux citoyens (assemblées citoyennes mandatées), et de renforcer la formation, l'éducation et la sensibilisation aux enjeux de l'eau. À ce sujet, l'Agence de l'eau et la DREAL ont engagé une démarche de participation citoyenne pour compléter et renforcer la rédaction du document.

M. BOUCHER ouvre le débat.

Pour un titre plus global, **M. DIVET** propose d'ajouter « pour le multi-usages ».

Mme MARCO ajoute qu'il s'agit d'évoquer la notion de l'eau comme bien commun multi-usé. C'est une question de sémantique, mais la QI 5 aborde plus précisément les écosystèmes.

Mme ASTIER-COHU indique que le terme « écosystème » semblait global.

M. MOURLON propose de raccourcir le titre en supprimant « pour nos écosystèmes ».

Mme ASTIER-COHU confirme l'importance des termes pour bien positionner le sujet.

Mme BERNARDIN-PASQUET souhaite des précisions sur l'incitation à la sobriété par la tarification.

M. PULOU suggère un document plus concis et plus illustré pour le grand public. Dans le réseau hydrographique, seuls les cours d'eau principaux semblent pris en compte, mais il faut inclure les têtes de bassin. De même, le volume d'eau économisé doit être indiqué relativement aux prélèvements dans le bassin. En termes de communication grand public, la hausse moyenne de la température de 2°C illustre moins bien le changement climatique que les risques de catastrophe liés. De plus, la représentation de tous les usagers est moindre dans les CLE que dans le CB : le développement des structures gemapiennes pourrait s'adosser à des structures de concertation. Par ailleurs, la non-dégradation pourrait être liée aux territoires soumis à des protections fortes. Enfin, pour la QI 6, il distingue la concertation et la nécessaire association à la gestion de l'eau du grand public, inquiet.

M. MARTINEZ distingue les milieux aquatiques des masses d'eau, qui sont des unités utilisées pour l'évaluation et les objectifs du bassin. De plus, la réglementation est un levier important de la non-dégradation, qui doit se traduire dans tous les documents de planification des territoires (PLU mais aussi SDAGE).

Mme ASTIER-COHU rappelle que la tarification peut être un levier incitatif pour la sobriété. Les points d'alerte sur les chiffres parlants et mobilisateurs sont notés. Le développement des instances locales de concertation est bien un objectif, y compris sur les territoires qui en manquent, et éventuellement en lien avec les structures compétentes pour la GEMAPI.

M. BRÉLY souligne la nécessité de préserver les écosystèmes aquatiques en renforçant l'application de la non-dégradation, et rappelle les risques et limites des recours aux projets de substitution.

Concernant la communication grand public, **Mme VIGNON** propose d'évoquer les périodes de restrictions d'eau (nombre et durée) et la sécheresse des sols, très parlantes.

M. ROYANNEZ demande de prendre en compte les impacts économiques des restrictions d'eau, d'évoquer davantage la sécurisation de la ressource et de mentionner les ambitions du Plan Eau d'optimiser la disponibilité de la ressource. Il faut prendre en compte les capacités productives de l'eau, mais aussi, dans les solutions fondées sur la nature, les solutions de stockage et de transfert à étudier. Les remarques écrites seront transmises.

M. BRÉLY regrette que l'application du Plan Eau ne soit pas en faveur de la biodiversité.

Pour la QI 6, **M. DUMEZ** indique que l'OFB propose des outils de communication grand public, avec des crédits renforcés, notamment à destination des publics scolaires.

M. BOUCHER rappelle que l'évolution du bassin et des milieux d'ici 2033 est impossible à imaginer : mieux vaut parler de résilience des milieux plutôt que de non-dégradation. Pour la QI 2, l'eau pourrait être introduite comme ressource, mais aussi problème (inondations). Concernant les volumes économisés : est-ce grâce aux subventions de l'Agence de l'eau ? Au sujet des substances toxiques, d'une part les industriels suivent systématiquement leurs rejets et y recherchent des substances, et d'autre part les produits recherchés peuvent apparaître ultérieurement, lorsque les méthodes d'analyse s'affinent. Par ailleurs, à quelle échéance faut-il envoyer les commentaires ?

Mme ASTIER-COHU demande des retours écrits avant le 10 juillet, pour établir une version consolidée début septembre.

M. MOURLON souligne l'équilibre complexe pour un document à la fois complet et grand public. Une séance de relecture permettrait de travailler une forme très communicante. De plus, il serait intéressant de rappeler ce qui existe déjà : le cadre légal de la gestion équilibrée de la ressource en eau comprend la sécurité de la production agricole depuis 2021.

M. ROYANNEZ confirme que le document doit faire référence à des réglementations plus détaillées.

M. MOURLON propose de citer des articles réglementaires ou de les mettre en annexes.

Mme ASTIER-COHU rappelle l'objectif de consultation du public par des questions simples et accessibles.

La séance est interrompue de 11h48 à 11h59

VI. PRÉSENTATION POUR INFORMATION DE LA CONTRIBUTION DU PANEL CITOYEN SUR LES GRANDS ENJEUX DE L'EAU DU BASSIN

Mme ASTIER-COHU présente la démarche : élaborer le prochain schéma directeur en prenant mieux en compte les habitants, recueillir leurs perceptions et avis complémentaires, sensibiliser les citoyens à la préservation de la ressource. Le panel a travaillé sur deux questions : « En tant que citoyens, quels sont, pour vous, les défis prioritaires pour la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, sur le bassin Rhône Méditerranée, pour la prochaine décennie ? Quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer pour relever ces défis ? » Paritaire, il était composé de 30 participants représentatifs des différents âges, catégories socioprofessionnelles et configurations géographiques du bassin. Avec l'appui de Res Publica, prestataire spécialisé, un lancement en présentiel et deux formations en

visioconférence ont apporté des connaissances sur les grands enjeux de l'eau en janvier et février 2024, avant une session de témoignages (partage de l'eau, lutte contre les pollutions, fonctionnement des milieux), puis la rédaction dans un délai très court d'une contribution votée à l'unanimité, qui présente des pistes, des objectifs et des attentes citoyennes.

Les éléments saillants sont l'interconnexion des grands enjeux, la perspective transversale du changement climatique, l'eau comme bien commun, la forte volonté d'information et d'implication, la protection juridique de l'eau et un appel à la sobriété de tous les usages.

M. TATU remercie pour cette démarche et témoigne de l'implication et du sérieux du travail mené, même si certains sujets n'ont pas pu être traités. Il s'agissait d'apporter un éclairage décentré pour contribuer au prochain SDAGE, mais aussi de porter la parole citoyenne. Il présente la structure en 6 défis.

Mme ALLÈGRE présente le défi 1 : « information, sensibilisation, transparence ». Il s'agit d'informer, former et éduquer des citoyens non élus capables de sensibiliser sur les territoires, notamment dans les écoles ; de responsabiliser les usagers sur leur consommation en la détaillant et en la suivant ; de rendre accessible et transparente l'information sur la quantité d'eau nécessaire à la production d'un produit, avec la proposition d'un « aquascore ». Le rôle attendu des citoyens est une consommation éclairée, un investissement local, l'exemplarité.

M. TATU présente le défi 2 : « participation citoyenne, gouvernance ouverte, gestion publique, partage équitable de l'eau ». Il s'agit d'impliquer dans les décisions les personnes qu'elles concernent, dès la consultation. Il faut distinguer besoins vitaux et autres besoins. Enfin, les citoyens, sur le terrain, doivent pouvoir exprimer leur désaccord : il faut protéger juridiquement les lanceurs d'alerte ainsi que l'eau elle-même, en renforçant la portée juridique du SDAGE, avec un statut juridique des cours d'eau et l'interdiction de privatiser l'eau.

Le défi 3, « sobriété, transformation des modèles, économies d'eau, tarification et coût de l'eau », concerne les leviers d'action : privilégier une gestion publique et décentralisée des réseaux de distribution, valoriser la sobriété et les économies d'eau, mettre en place une tarification par paliers, sensibiliser et encourager les citoyens dans leur rôle de sobriété.

Mme ALLÈGRE présente le défi 4 : « réduction des pollutions : sensibiliser, encadrer, contrôler, sanctionner ». Il s'agit d'identifier les polluants et leurs origines, ainsi que de réduire les pollutions à la source. Pour cela, il est proposé de renforcer la réglementation au niveau européen et les contrôles adaptés localement, de financer les moyens humains, matériels et la recherche, d'adapter les productions et les modèles économiques aux territoires, de créer un label qui renseigne sur le taux de pollution d'un produit.

M. VENTURA présente le défi 5 : « solutions basées sur la nature, adaptation des modèles, des imaginaires, préservation des milieux et de la biodiversité ». Il s'agit de repenser la place de l'homme dans son environnement et de sensibiliser par l'éducation, la culture, le droit et l'aménagement cohérent du territoire. Le rôle des citoyens est de faire circuler l'information, s'informer sur les solutions et la ressource locale, faire pression sur les instances de décision.

Le défi 6, « s'assurer que les enjeux de l'eau soient systématiquement intégrés dans l'aménagement du territoire », vise à intégrer l'eau comme enjeu incontournable : renforcer la réglementation, intégrer les enjeux du SDAGE dans les schémas d'aménagement, identifier et sanctuariser les zones humides, favoriser les rénovations avec gain environnemental, en s'appuyant sur la connaissance locale du territoire des citoyens.

M. BOUCHER remercie pour cette présentation et ouvre le débat.

Mme VIGNON, pour FNE Occitanie-Méditerranée, évoque le statut juridique actuel des eaux : elles sont *res nullius* et n'appartiennent à personne.

M. TATU mentionne des exemples problématiques : les méga-bassines, les dates d'interdiction de pompage. Dans les faits, l'eau peut être privatisée.

M. VENTURA ajoute qu'il s'agit aussi d'insister sur une gestion publique vertueuse.

M. BRÉLY, pour la fédération de pêche de la Drôme, indique que le monde de la pêche demande un ministère de l'Eau. Les directives existent, sans forcément être appliquées.

M. DIVET remercie pour cette contribution qui recoupe les QI du prochain SDAGE.

M. TATU rappelle qu'il s'agit d'une contribution de bon sens faite par des non-spécialistes, convaincus qu'il faut s'appuyer sur des solutions locales et une bonne organisation, en sachant que les orientations ne sont malheureusement pas forcément applicables. Pour des solutions plus poussées, il faudrait des experts ou une réflexion plus longue. De plus, le document final est un compromis accepté à l'unanimité, donc forcément lissé.

Mme ALLÈGRE mentionne l'apport des solutions scientifiques à venir.

M. VENTURA, après avoir découvert le travail mené par les professionnels et les élus, incite à poursuivre les démarches de panel citoyen et de démocratie participative pour décroiser et pacifier les débats sur ces sujets par des démarches constructives et collaboratives.

Mme ALLÈGRE confirme qu'elle a beaucoup appris, avec des intervenants remarquables.

M. PULOU, pour FNE AURA, remercie pour cette disponibilité et ce travail qui confirme et reprend des sollicitations du public déjà observées, y compris sur les aspects juridiques. L'enjeu est d'y répondre, notamment en mettant mieux à disposition les nombreuses données et en orientant les outils qui existent déjà.

M. BOUCHER, pour les industriels, souligne l'intérêt d'un « aquascore », mais déplore la défiance envers les industriels : un travail de communication est nécessaire.

M. TATU suggère une vulgarisation qui rende les informations et données accessibles aux décideurs locaux.

Mme ALLÈGRE rappelle que les médias véhiculent souvent les informations négatives concernant les industriels, et évoque la possibilité de journée du patrimoine industriel.

Mme MARCO explique que ce dispositif existe.

M. BRÉLY, rappelant le grand nombre de données gratuites, mais difficiles à centraliser, se réjouit que le 12^e programme de l'Agence de l'eau cherche à en optimiser l'utilisation.

M. MOURLON remercie pour cette contribution. Cette démarche conjointe de l'Agence de l'eau et de la DREAL, qui permet de challenger les idées et la rencontre du public, valide les objectifs, confirme la volonté de participation citoyenne et apporte des nouveautés.

M. BOUCHER, au nom du bureau, remercie également pour le travail réalisé et souhaite de bonnes vacances à ceux qui en prennent.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12 heures 54.